

## **REFORME, REVOLUTION, LUTTE DE CLASSES ...**

### **Lutte des classes**

La lutte des classes est une théorie qui explique les enjeux et les tensions dans une société divisée en classes sociales, chacune luttant pour sa situation sociale et économique. Ce concept est apparu au XIX<sup>e</sup> siècle chez les historiens français de la Restauration, François Guizot, l'initiateur, auxquels Karl Marx l'a emprunté.

La lutte des classes est un concept majeur de la philosophie politique marxiste, qui cherche à rendre compte des enjeux historiques et des tensions économiques au sein d'une société divisée en classes sociales antagonistes. Pour Karl Marx et Friedrich Engels, qui ont assuré la diffusion internationale de cette notion, la lutte des classes est un moteur des transformations des sociétés et de l'histoire moderne. La classe dominante de la société capitaliste est identifiée à la bourgeoisie (ou classe capitaliste) ; elle domine ce qu'ils nomment le prolétariat.

Cette théorie a été adoptée par de nombreux courants syndicalistes, socialistes, communistes, révolutionnaires ou réformistes, aux XIX<sup>e</sup> siècle, XX<sup>e</sup> siècle et XXI<sup>e</sup> siècle, et a apporté un cadre théorique aux luttes pour le perfectionnement des conditions de vie des travailleurs. Cette analyse, qui a acquis une autonomie vis-à-vis du cadre marxiste, a été utilisée par de nombreux sociologues, philosophes, et théoriciens politiques.

### **Les Classes**

Le modèle de société organisée en classes concurrentes, par conséquent identiques, s'oppose à celles de société poly segmentaire ou de société de castes dans lesquelles des groupes différenciés occupent des fonctions scindées et prédéfinies, comme par exemple les activités militaires et religieuses. Des sociétés de classes apparaissent sous l'Antiquité, par exemple à Rome, et dans les sociétés urbaines modernes avec l'émergence de la Bourgeoisie.

On trouve les notions de classes et de lutte des classes employée dans des contextes historiques particulièrement variés :

- lutte entre les esclaves et les maîtres dans les sociétés esclavagistes et esclaves des sociétés antiques,
- lutte entre plèbe et propriétaires terriens, illustrée par les Gracques
- lutte entre le Tiers état et la noblesse à la veille de la Révolution française,
- lutte entre les salariés et leurs employeurs dans la société capitaliste moderne,
- lutte entre hommes et femmes dans les sociétés patriarcales, où l'exploitation domestique est le nerf de la hiérarchie sociale,
- castes en Inde,
- séparation entre colons et autochtones dans les colonies,
- dichotomie marquée entre pays du Nord et pays du Sud,

Cependant la notion de classe est principalement économique, et l'appartenance à une classe n'est pas forcément facile à déterminer par des critères légaux objectifs. L'homogénéité d'une classe est assurée par un

fonctionnement de la société où les réseaux sont indispensables et où les inégalités sont durables (on naît dans une famille riche ou pauvre), mais aussi par des mécanismes sociaux subtils, conscients ou inconscients, et non par des contraintes légales explicites, comme l'étaient les états de l'Ancien Régime.

La lutte des classe n'a pas forcément lieu entre la classe dominante et la classe dominée, mais peut avoir lieu entre deux classes dominantes pour asseoir leur suprématie sur les classes dominées. C'est pourquoi Marx qualifie la Révolution française de révolution bourgeoise, considérant que c'est le moment historique où la bourgeoisie a évincé la noblesse et le clergé pour asseoir son oppression sur les classes populaires. Cette analyse, qui délégitimise la bourgeoisie parvenue au pouvoir à la faveur de ce coup de force, a été remplacée par la version la plus courante actuellement, celle d'une révolution démocratique faite par le peuple pour le peuple.

Si la lutte n'a pas non plus lieu entre uniquement deux classes, et Marx distingue entre quatre et sept classes selon ses ouvrages, elles peuvent toujours être distribuées en deux groupes, l'un formant la classe dominante, l'autre les classes dominées que les mouvements syndicalistes et révolutionnaires essaieront de rassembler autour d'une conscience commune de leurs intérêts.

### **Définition de la lutte des classes**

La lutte des classes est le concept principal utilisé par Karl Marx (1818-1883) dans le "Manifeste du Parti communiste". Il décrit une situation où les classes sociales que sont la bourgeoisie et le prolétariat, s'opposent fortement, voire violemment en raison de l'exploitation de la seconde par la première qui possède le capital. La paupérisation croissante résultant de cette exploitation alimente la lutte qui est le seul moyen pour la classe opprimée de s'émanciper et d'améliorer sa situation.

Pour Marx, le sentiment d'appartenance à une classe et la prise de conscience de ce qui la sépare des autres classes sont les conditions qui permettent d'agir pour faire évoluer la société. Les luttes qui se développent au XIXe siècle ne sont que le prolongement moderne de l'opposition entre l'homme libre et l'esclave ou entre le seigneur et le serf.

Cette notion, avant tout marxiste, de lutte des classes est le point de départ de la révolution qui permettra d'instaurer une société sans classes, fondée sur la mise en commun des moyens de production et ainsi d'atteindre le but final, le communisme.

Plus largement, la lutte des classes désigne l'ensemble des conflits économiques et politiques qui opposent des classes ayant des intérêts économiques divergents.

de quoi vivre, est obligée de vendre sa force de travail à la classe antagoniste qui dispose du capital et des moyens matériels de production.

## **Prolétaire :**

Personne qui ne vit que de son salaire et dont le niveau de vie est en général bas : définition du dictionnaire.

Le prolétariat est, selon Karl Marx, la classe sociale opposée à la classe capitaliste. Elle est formée par les prolétaires.

Le prolétaire ne possède pas de capital (ou de moyens de production) et doit donc, pour subvenir à ses besoins, avoir recours au travail salarié

### *Étymologie*

Le mot prolétaire désigne à l'origine un citoyen romain qui n'a que ses enfants (*proles*) comme richesse. Il forme la classe la moins considérée de la *civitas* (ensemble des citoyens), constituée de ceux qui ne peuvent s'acheter aucune pièce d'armure et qui ne possèdent le droit de vote qu'en théorie. C'est la dernière classe sociale.

## **Réforme**

Une réforme est un changement important dans l'organisation institutionnelle ou sociale d'un pays ou d'un secteur d'activité, dans le but d'y apporter des améliorations. Elle se distingue de la révolution par un aspect limité ou progressif et s'inscrit dans le cadre des institutions existantes.

## **Le réformisme politique**

Le socialisme réformiste a été défini par Eduard Bernstein (1850-1932) qui considérait que l'abolition du capitalisme et l'instauration du socialisme se feraient non par la révolution mais par une série de réformes.

En 1959, Le parti social démocrate allemand (SPD) assume sa ligne « réformiste » en rompant avec le marxisme lors de son congrès de Bad Godesberg. Actuellement, la plupart de ceux qui se revendiquent du réformisme visent à la prise du pouvoir pacifique et démocratique par la gauche et comptent sur la loi pour porter une transformation sociale dans le cadre du capitalisme. Ils peuvent néanmoins encore se réclamer de la visée originale du réformisme qui était le dépassement du capitalisme dans le cadre des élections démocratiques.

En France, le réformisme a commencé à être théorisé par Jean Jaurès, puis par Léon Blum. Ces deux membres de la SFIO se disaient alors révolutionnaires et anticapitalistes. Léon Blum différencie en 1936 « exercice du pouvoir » (suite à une victoire électorale), et « conquête du pouvoir » (pouvant mener au socialisme).

*"Un système socialiste se juge avant tout à sa conception révolutionnaire, parce que la conception révolutionnaire est l'essence de toute doctrine socialiste. Je ne veux pas refaire ici une déclaration que nous avons faite tant de fois, mes amis et moi. Nous avons dû en rebattre les oreilles des uns et des autres. Pourtant, il faut que je proteste une dernière fois contre ce moyen de polémique, de discussion, qui consiste à montrer les adversaires de*

la III<sup>e</sup> Internationale comme des contre-révolutionnaires, et à soutenir que le débat pour ou contre l'adhésion est en réalité le débat entre l'idée révolutionnaire et l'idée réformiste. Rien n'est plus erroné. Je vais essayer de vous le démontrer. Je vous en prie, écoutez-moi. Le débat n'est pas entre la conception réformiste et la conception révolutionnaire, mais entre deux conceptions révolutionnaires qui, en effet, sont radicalement et essentiellement différentes l'une de l'autre. Laissez-moi vous dire que le réformisme, ou pour parler plus exactement le révisionnisme – j'aime mieux ce mot – n'existe plus dans le socialisme national, ni dans le socialisme international depuis le congrès d'Amsterdam et le pacte d'unité. La doctrine du Parti est une doctrine révolutionnaire. Si quelqu'un y manque, si quelqu'un y a manqué, c'est aux militants, aux fédérations, aux congrès à appliquer les sanctions que le règlement prévoit. (Applaudissements) Mais je ne connais, pour ma part, en France, jusqu'ici, qu'un socialisme, celui qui est défini par les statuts, mentionné sur notre carte, et qui est un socialisme révolutionnaire. J'ajoute en ce qui me concerne personnellement, que je ne connais pas deux espèces de socialisme, dont l'un serait révolutionnaire et dont l'autre ne le serait pas. Je ne connais qu'un socialisme, le socialisme révolutionnaire, puisque le socialisme est un mouvement d'idées et d'action qui mène à une transformation totale du régime de la propriété, et que la révolution, c'est, par définition, cette transformation même. Où donc est le point de désaccord, le point de conflit entre vous et nous ? Je vais essayer de préciser. C'est bien entendu, le désaccord capital. Révolution, cela signifie, pour le socialisme traditionnel français : transformation d'un régime économique fondé sur la propriété privée en un régime fondé sur la propriété collective ou commune, voilà ce que cela veut dire. C'est cette transformation qui est par elle-même la révolution, et c'est elle seule, indépendamment de tous les moyens quelconques qui seront appliqués pour arriver à ce résultat. Révolution cela veut dire quelque chose de plus. Cela veut dire que ce passage d'un ordre de propriété à un régime économique essentiellement différent ne sera pas le résultat d'une série de réformes additionnées, de modifications insensibles de la société capitaliste. Les progrès de la révolution sont parallèles avec l'évolution de la société capitaliste. La transformation sera donc nécessairement préparée par les modifications insensibles que subit la société capitaliste. Mais l'idée révolutionnaire comporte, à notre avis à tous, je crois, ceci : qu'en dépit de ce parallélisme, le passage d'un état de propriété à un autre ne sera pas par la modification insensible et par l'évolution continue, mais qu'à un moment donné, quand on en sera venu à la question essentielle, au régime même de la propriété, quels que soient les changements et les atténuations qu'on aura préalablement obtenus. Il faudra une rupture de continuité, un changement absolu, catégorique."

- Intervention de Léon Blum au Congrès de Tours de la SFIO le lundi 27 décembre 1920

- Discours de Mitterrand au congrès d'Épinay en 1971

« Notre terrain, c'est une analyse économique, ce n'est pas une doctrine, ce n'est pas une idéologie, c'est une science... qui épouse le fait économique et social. Il s'agit simplement d'être honnêtes et d'abord, d'apprendre la science... Et quand on a bien assis notre premier terrain, quel est notre adversaire ?

*Je voudrais balayer vraiment tout de suite - d'abord parce que le temps passe*

*et il ne faut pas que je reste trop longtemps à cette tribune, - il faudrait donc que je balaise tout de suite disons les adversaires fantomatiques, les fantômes.. Il y a un certain nombre de décennies, l'adversaire, qui était-ce ?... Eh bien, une certaine classe dirigeante, assurément.. d'autres auraient ajouté l'Église, qui apportait le sceau du spirituel aux moyens de l'injustice sociale... d'autres auraient ajouté : l'Armée... mais ça fait déjà longtemps qu'elle ne fait plus de coup d'État ! D'autres auraient ajouté : les notables. Le véritable ennemi, j'allai dire le seul, parce que tout passe par chez lui, le véritable ennemi si l'on est bien sur le terrain de la rupture initiale, des structures économiques, c'est celui qui tient les clefs... c'est celui qui est installé sur ce terrain là, c'est celui qu'il faut déloger... c'est le Monopole ! terme extensif... pour signifier toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, et l'argent qui pourrait jusqu'à la conscience des hommes ! »*

Mitterrand a repris à Léon Blum l'idée que ce « qui n'est pas révolutionnaire n'est pas socialiste »...

### **Qu'est-ce que le capitalisme?**

Par Ernest Mandel

Le capitalisme est un mode de production fondé sur la division de la société en deux classes essentielles : celle des propriétaires des moyens de production (terre, matières premières, machines et instruments de travail) – qu'ils soient des individus ou des sociétés – qui achètent la force de travail pour faire fonctionner leurs entreprises ; celle des prolétaires, qui sont obligés de vendre leur force de travail, parce qu'ils n'ont ni accès direct aux moyens de production ou de subsistance, ni le capital qui leur permette de travailler pour leur propre compte.

Le capitalisme n'existe nulle part à l'état pur. A côté de ces deux classes fondamentales vivent d'autres classes sociales. Dans les pays capitalistes industrialisés, on trouve celle des propriétaires individuels de moyens de production et d'échange, qui n'exploitent pas, ou presque pas, de main-d'œuvre : petits artisans, petits paysans, petits commerçants. Dans les pays du Tiers Monde, on rencontre souvent encore des propriétaires fonciers semi-féodaux, dont les revenus ne proviennent pas de l'achat de la force de travail, mais de formes plus primitives d'appropriation du sur-travail, comme la corvée ou la rente en nature. Il s'agit là cependant de classes qui représentent des survivances de sociétés pré-capitalistes, et non des classes typiques du capitalisme lui-même.

Le capitalisme ne peut survivre et s'épanouir que lorsque sont réunies les deux caractéristiques fondamentales que l'on vient d'indiquer : monopole de moyen de production au profit d'une classe de propriétaires privés ; existence d'une classe coupée de moyens de subsistance et de ressources qui lui permettraient de vivre autrement qu'en vendant sa force de travail. Le mode de production capitaliste reproduit constamment les conditions de sa propre existence.

L'irrationalité du mode de production capitaliste

Les crises périodiques de surproduction sont l'expression la plus nette de l'irrationalité fondamentale du mode de production capitaliste. Il s'agit d'ailleurs d'une irrationalité particulière : la production capitaliste combine une rationalité de plus en plus poussée au sein de l'entreprise avec une irrationalité au sein du système considéré dans son ensemble. Et aux tendances à la planification à l'intérieur de l'entreprise, de la firme et du trust s'ajoutent de plus en plus des tendances à la programmation économique nationale, qui mettent d'autant plus en relief la nature irrationnelle du système à l'échelle internationale.

Cette irrationalité n'est qu'une expression particulière de la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste : la contradiction entre la tendance à la socialisation progressive de la production et le maintien de l'appropriation privée. La socialisation progressive de la production établit des liens d'interdépendances de plus en plus nombreux et de plus en plus complexes entre les entreprises, les producteurs et les individus du monde entier. Elle tend à faire dépendre le sort de chacun du développement de la qualification technique et intellectuelle de tous. Elle tend à socialiser les coûts de satisfaction de besoins de plus en plus nombreux (enseignement, santé, recherche scientifique, construction routière, transports urbains, lutte contre la pollution de l'air et des eaux). Mais en même temps, toute cette mécanique de plus en plus complexe et délicate ne peut fonctionner que si une minorité infime d'hommes – les groupes financiers qui disposent des principaux moyens de production et d'échange – y trouvent leur profit. Sinon, il faudra réduire la production malgré d'immenses besoins non satisfaits et condamner au chômage et à la misère des millions d'hommes « parce qu'on produit trop ». On réduira les ressources et les possibilités et les possibilités de développement des peuples entiers parce que des cours de matières premières fléchissent. On présélectionnera et limitera les accès à l'enseignement supérieur « par manque de ressources », la priorité ayant été donnée à la production de biens de destruction sur le développement du capital intellectuel de la nation.

#### Aliénation et lutte de classe

Cette contradiction entre la socialisation croissante de la production et de toute la vie économique, d'une part, et le maintien de la propriété privée, d'autre part, se cristallise dans le processus de concentration et de centralisation croissantes du capital, précisément au fur et à mesure que les pays deviennent « plus riches » (et que le niveau de vie des masses monte réellement). Dans la plupart des pays occidentaux, quelques dizaines de groupes financiers – et, dans les plus petits d'entre eux, une dizaine à peine – contrôlent les principaux leviers de commande de la vie économique. Et le processus d'internationalisation croissante du capital aboutit à une situation où, d'ici une vingtaine d'année, quelques 300 « compagnies multinationales » contrôleront la vie économique du monde capitaliste. Sur le plan social, la généralisation de la production marchande se traduit par une réification et une aliénation généralisées des rapports humains. L'ouvrier – et, de manière croissante, également l'employé et le producteur intellectuel – est aliéné des instruments de travail, des produits de son travail et du processus de production lui-même. Il n'est plus que l'appendice d'une immense machine qui le broie sous la fatigue physique et nerveuse ou sous l'ennui. Le temps passé à l'entreprise est considéré comme du temps

perdu pour la vraie vie, dépensée simplement pour gagner les moyens de vivre en dehors du travail. L'immense essor des forces productives, rendu possible par le capitalisme, accroît, il est vrai, les loisirs. Mais l'homme aliéné dans le travail ne peut se désaliéner dans le « temps libre ». Après avoir été embrigadé dans l'industrie productive, le voilà happé par la commercialisation des loisirs, manipulé par les moyens de diffusion massive : il lui est interdit de librement et spontanément se développer, aussi bien dans son travail qu'en dehors de celui-ci.

Les contradictions du mode de production capitaliste alimentent et exacerbent la lutte des classes. Celle-ci de spontanée et élémentaire, devient consciente et organisée. Les travailleurs ne se limitent plus à combattre pour « une part plus grande du gâteau ». Ils se constituent en mouvement politique qui cherche à bouleverser les structures mêmes de la société. Leur idéal est alors de substituer à une économie fondée sur le profit privé une société tournée vers la satisfaction des besoins de tous. Ils ne pourront y parvenir qu'en remplaçant la propriété privée des moyens de production par la propriété collective, gérée par les producteurs eux-mêmes, en substituant à l'anarchie et à la concurrence fondamentales de la production capitaliste une planification socialiste dans laquelle les grands projets d'investissements seront décidés démocratiquement par la masse de la population laborieuse.

Un prolétariat renouvelé

Les transformations technologiques provoquées par la troisième révolution industrielle entraînent un bouleversement complet dans la composition de la classe ouvrière ; elles modifient de fond en comble les conditions de reproduction de la force de travail. Le travail manuel non qualifié disparaît ; le travail intellectuel hautement qualifié – de formation universitaire ou semi-universitaire – est de plus en plus intégré dans le processus de production. Mais, au fur et à mesure que le niveau de culture et de qualification de la classe ouvrière s'élève, la structure hiérarchique de l'entreprise et l'organisation autoritaire du travail deviennent de plus en plus insupportables. La révolte des étudiants contre la structure autoritaire de l'Université annonce et prépare la révolte des travailleurs contre la structure autoritaire de l'entreprise. Il n'y a pas que les événements de mai-juin 1968 en France ou la réapparition de l'extrême gauche en Allemagne occidentale qui l'attestent. L'importance de plus en plus grande que les sections syndicales d'entreprise en Grande-Bretagne et en Italie accordent au problème du contrôle ouvrier est sans doute un indice tout aussi important. Ainsi le développement du néo-capitalisme lui-même démontre le caractère illusoire de la thèse selon laquelle ce système aurait résolu l'essentiel de ses contradictions économiques. Il démontre ainsi que le déplacement du centre de gravité des luttes anticapitalistes vers les pays du Tiers Monde n'a été qu'un épisode historique. Quel que soit le rôle de détonateur que les étudiants et les jeunes en général puissent jouer dans les luttes de classes exacerbées auxquelles le néo-capitalisme a déjà donné naissance, ce n'est pas dans ces couches périphériques du monde du travail, et encore moins dans les minorités surexploitées, qu'il faudra chercher la force sociale capable de jouer le rôle de fossoyeur du capitalisme. Plus que jamais, le prolétariat est seul capable de remplir cette fonction, mais un prolétariat renouvelé dans sa composition sociale par les révolutions technologiques en

cours, et auquel s'intègrent progressivement toutes les couches salariées de la population, dont les différences de rémunération, de mode de vie et d'idéologie s'estompent au fur et à mesure que s'unifient les conditions, les coûts et le niveau de qualification.

le prolétariat ne peut faire autrement que de s'emparer " prématurément " du pouvoir politique, ou, en d'autres termes, il ne peut que le conquérir une ou plusieurs fois trop tôt pour parvenir enfin à sa conquête définitive ; de ce fait, s'opposer à une conquête " prématurée " du pouvoir, revient à s'opposer, en général, à l'aspiration du prolétariat à s'emparer du pouvoir d'Etat. Rosa Luxemburg

Selon la définition de Marx et des marxistes, le prolétariat est constitué de l'ensemble des salariés et des chômeurs (considérés comme des salariés sans emploi), en définissant le prolétariat comme la classe sociale qui, pour avoir de quoi vivre, est obligée de vendre sa force de travail à la classe antagoniste qui dispose du capital et des moyens matériels de production. Karl Marx et Friedrich Engels proposent plusieurs définitions du prolétariat : « il faut entendre par *prolétaire* le salarié qui produit le capital et le fait fructifier, et que M. Capital jette sur le pavé dès qu'il n'en a plus besoin » (*Le Capital*). Dans le *Manifeste communiste* (1848), Marx parle du prolétariat comme étant « la classe des travailleurs modernes ». Selon Engels : « Par bourgeoisie, on entend la classe des capitalistes modernes, qui possèdent les moyens de la production sociale et emploient du travail salarié ; par prolétariat, la classe des travailleurs salariés modernes qui, ne possédant pas en propre leurs moyens de production, sont réduits à vendre leur force de travail pour vivre. ».

L'intérêt du prolétaire est d'obtenir le plus possible de son travail, tandis que réciproquement le propriétaire des moyens de production cherche à minimiser ce coût. Le prolétaire a donc des intérêts contraires à ceux du bourgeois (ou capitaliste). D'où un conflit entre eux, la « lutte des classes ».

« Les idées qui flottent dans l'air, qui sont écrites sur papier, imprimées ou portées par la parole, ce n'est pas cela que ces messieurs craignent. Ce qu'ils craignent, c'est l'organisation, l'action organisée, les tentatives organisées de réaliser ces idées. » Ernest Mandel

A lire : Réforme ou révolution, <http://www.marxists.org/francai/luxembur/works/1898/index.html>

**Petit Quiz :** Deviner quel homme politique a pu faire les citations suivantes :



*« Capitalisme, ça veut dire que pour les sociétés, l'essentiel est dans le capital (...) C'est le capital qui commande et le profit qui donne le sens. (...) Nous, ce que nous mettons en premier, ce n'est pas l'argent, c'est l'être humain. (...) La crise du socialisme, qui est tombé en même temps que le mur de Berlin, son idée source, c'était que l'Etat pouvait décider à la place des gens (...) l'idée fondamentale que le capitalisme portait, celle qui a échoué aussi, c'était que la somme des intérêts particuliers faisait l'intérêt général. »*

**Discours de F. Bayrou à la première conférence nationale du MODEM, 26 octobre 2008**

*« Violente ou pacifique, la révolution, c'est d'abord la rupture, celui qui n'accepte pas la rupture – politique c'est secondaire ça va de soi – celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, ne peut être un adhérent du Parti Socialiste. »*

**F. Mitterrand au congrès d'Épinay en 1971**

*« Nous sommes entourés à tout moment par une propagande qui retarde la prise de conscience : ceux qui souffrent des injustices de la société n'ont pas toujours conscience des causes de leur malheur. La tâche des partis politiques, c'est une tâche pédagogique qui consiste à expliquer, expliquer, expliquer. [...] Le socialisme, c'est la libération de millions et de millions de gens, qui sont emprisonnés dans la prison de la société, qui sont emprisonnés dans les transports en commun, qui sont emprisonnés par des logements misérables, qui sont emprisonnés par des bas salaires, qui sont emprisonnés par l'absence du temps de vivre. Nous essayons de libérer les opprimés, les aliénés, dans une société où les forces économiques sont toutes-puissantes. »*

**F. Mitterrand à Compiègne, 1981**

*« La dénonciation systématique du profit est désormais à ranger au magasin des accessoires. »*

**L.Fabius dans sa déclaration à l'assemblée nationale en 1984**

*« La gauche française n'est plus réformatrice, elle est conservatrice, immobile et statufiée. Jaurès disait: le courage, c'est de choisir un métier et de bien le faire, quel qu'il soit. Pour Jaurès, le travail était une valeur. La gauche d'aujourd'hui n'aime pas le travail. La preuve, c'est qu'elle empêche ceux qui veulent travailler plus pour gagner davantage de pouvoir le faire. »*

**N. Sarkozy lors d'un meeting à Toulouse le 12 avril 2007**

La véritable citation de J.Jaurès dans son « discours à la jeunesse », 1903 :

*« Le courage, c'est de ne pas livrer sa volonté au hasard des impressions et des forces ; c'est de garder dans les lassitudes inévitables l'habitude du travail et de l'action. Le courage dans le désordre infini de la vie qui nous sollicite de toutes parts, c'est de choisir un métier et de le*

*bien faire, quel qu'il soit ; c'est de ne pas se rebuter du détail minutieux ou monotone ; c'est de devenir, autant que l'on peut, un technicien accompli ; c'est d'accepter et de comprendre cette loi de la spécialisation du travail qui est la condition de l'action utile, et cependant de ménager à son regard, à son esprit, quelques échappées vers le vaste monde et des perspectives plus étendues. Le courage, c'est d'être tout ensemble, et quel que soit le métier, un praticien et un philosophe. Le courage, c'est de comprendre sa propre vie, de la préciser, de l'approfondir, de l'établir et de la coordonner cependant à la vie générale. Le courage, c'est de surveiller exactement sa machine à filer ou à tisser, pour qu'aucun fil ne se casse, et de préparer cependant un ordre social plus vaste et plus fraternel où la machine sera la servante commune des travailleurs libérés. »*

## ***Classes sociales et lutte de classes***

### **Partie 2 : La conscience de classe aujourd'hui**

Il y a effectivement reculé global du sentiment collectif, des solidarités, du degré d'organisation, du sentiment d'appartenir à la classe ouvrière.

La communauté de situation ne signifie pas constituer une classe, capable d'agir de façon indépendante (classe en soi/pour soi).

*Marx 1847 : " Les conditions économiques avaient déjà transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe du point de vue du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. "*

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot : " Les classes populaires ne forment plus un groupe conscient et solidaire comme la grande bourgeoisie [...] La bourgeoisie est bien toujours là, fidèle à la position dominante. Classe en soi et pour soi, elle est la seule aujourd'hui à prendre ce caractère qui fait la classe réelle, à savoir d'être mobilisée. "

#### a) La restructuration de l'organisation du travail :

Le recours massif et permanent à l'intérim dans un certain nombre d'entreprises, malgré un coût de l'heure de travail pas toujours inférieur à celui d'un CDI, renvoie aussi au conflit de classe (depuis 1980, la proportion des travailleurs à temps partiel est passé de 6% à 18% de l'effectif salarié total, et celle des autres formes d'emploi (intermittence, intérim, ...) de 17% à 31% du salariat) : il s'agit non seulement de disposer d'une main d'œuvre dont le volume peut être adapté aux à-coups de la production mais aussi d'introduire dans les ateliers des ouvriers qui ne font pas grève et ne sont pratiquement jamais malades.

Le travail ouvrier est souvent désormais dévalorisé aux yeux même de ceux qui l'accomplissent et surtout à ceux de leurs enfants. La culture dominante leur renvoie une image de "loosers" et d'archaïques incapables de s'adapter à la modernité alors que la hausse toujours importante de la productivité témoigne au contraire d'une grande capacité d'adaptation. Mais l'image négative est utile aux employeurs pour faire passer les restructurations et pour sommer ceux qui restent en place, ou les nouveaux embauchés, d'accepter des rythmes et des conditions de travail qui les usent avant l'âge. Certaines innovations dans l'organisation du travail peuvent troubler la perception par les salariés de leur statut exact dans l'entreprise.

On regarde aujourd'hui Airbus. On relit ces rapports qui nous invitent à "anticiper les mutations", à "prendre de l'avance dans les secteurs de pointe", à "privilégier les investissements immatériels".

b) La domination d'une bourgeoisie, pourtant très discrète :

Alan Greenspan, ancien directeur de la Fed, la Banque centrale américaine : "La part des salaires dans la valeur ajoutée est historiquement basse, à l'inverse d'une productivité qui ne cesse de s'améliorer" et "ce découplage entre faibles progressions salariales et profits historiques des entreprises fait craindre [...] une montée du ressentiment, aux Etats-Unis comme ailleurs, contre le capitalisme et le marché." Financial Times, 2007.

D'après le Fonds monétaire international (FMI), dans les pays membres du G7 la part des salaires dans le produit intérieur brut a baissé de 5,8% entre 1983 et 2006. D'après la Commission européenne, la part des salaires, au sein de l'Europe cette fois, a chuté de 8,6%. Et, en France de 9,3%.

En gros entre 120 et 170 milliards qui ont ripé du travail vers le capital (déficit de la sécurité sociale : 12 milliards d'euros, retraites : 4,6 milliards, régimes spéciaux : 5 milliards, ...)

Exemple d'ECCE – Entreprise de confection et de commercialisation européenne : après 15, 20, 30 années d'ancienneté les employées touchent 1000€ (à peu près le prix d'un costume Kenzo). Bernard Arnault : "des dividendes en hausse de 30%" (qui lui rapporte personnellement 335 millions d'euros). Première fortune de France : son patrimoine s'est accru de 3 milliards en 2006 (230 769 années de salaires). Mais l'argent importe peu, pour ce grand patron : "La fortune n'a jamais été mon but." "Je vibre quand je joue au piano une étude de Chopin."

C'est une constante dans les portraits de magnats : eux se dépeignent en romantiques, en idéalistes, (Jean-Marie Messier caressant un loup au fin fond du Canada, un banquier allemand posant allongé dans la paille, ...). Ils relèguent ainsi à l'arrière-plan leur richesse, presque secondaire, anecdotique – que l'on oublie la violence de cette accumulation.

Groupe social qui gère ses frontières, la grande bourgeoisie cultive la discrétion. Les bourgeois ont tellement incorporé leur position dominante qu'elle est devenue une seconde nature. Les qualités acquises sont vécues comme innées. A l'autre pôle de la société, ce qui est

intériorisé, c'est la position dominée et la dévalorisation de soi. Pour la bourgeoisie, la naturalisation des rapports sociaux donne au contraire l'assurance qui fait les dominants. Les classes dominantes passent inaperçues à force de pratiquer l'entre soi des beaux quartiers. La scolarisation des enfants dans des écoles spécifiques, la gestion des patrimoines par des services spécialisés accentuent cette absence dans l'univers ordinaire des gens ordinaires. Mais derrière le discours individualiste dominant, un collectivisme pratique. La grande bourgeoisie développe une sociabilité intense (institutions dirigeantes des sociétés, syndicats patronaux, clubs de réflexion, dîners, cocktails, galas, vernissages, premières d'opéras ou de théâtre, parties de chasse ou de golf, croisières, ..).

#### c) Le décrochage entre les partis institutionnels et les classes populaires :

Le second tour de la présidentielle, le 10 mai 1981, sonne comme l'apogée d'une évolution qui semble conjuguer la dynamique sociale et la traduction électorale : ce jour-là, selon la Sofres, 62% des cadres moyens et employés et 72% des ouvriers auraient voté pour François Mitterrand.

Il n'a pas fallu longtemps pour que la dynamique favorable s'inverse. Il est vrai que la gauche française arrive au pouvoir alors que le monde occidental s'engage dans la grande inflexion néolibérale. Quand François Mitterrand descend triomphalement les Champs-Élysées en mai 1981, Thatcher a terrassé les trade-unions britanniques et Reagan s'est engagé dans sa grande révolution conservatrice.

Le chômage allait croître de 25% en un an. Les premiers contrats précaires, dits TUC, travaux d'utilité collective, seraient votés en décembre 1984 et, pour Noël 1985, les restos du cœur ouvriraient.

La gauche enregistre très vite les effets de cette évolution délicate. Dès les élections européennes de juin 1984, les ouvriers ne sont plus que 52% à se porter sur les listes de gauche, et les cadres moyens et employés tombent à 42%. Les législatives de 1986 redressent en partie la situation mais sans revenir aux niveaux précédents (55% des ouvriers, cadres moyens et employés votent à gauche). Législatives de 1993 : 34% des ouvriers et 37% des cadres moyens et employés se sont portés sur la gauche. Abstention et vote FN.

Les classes populaires ne sont plus représentées par la gauche. Il est vrai que les partis qui la composent sont de moins en moins populaires. En 1998, les adhérents du PS appartenaient à près de 80% aux professions libérales, cadres supérieurs et catégories intermédiaires, tandis que les employés et ouvriers n'atteignaient pas 20% des effectifs. L'évolution n'est pas de même ampleur pour le PCF, qui reste à 42% composé d'ouvriers et d'employés. Mais en vingt ans, le pourcentage des adhérents ouvriers est passé de 46% à 21%.

Discours de Ségolène Royal : “ réconcilier les Français avec l'entreprise ”, “ renforcer le dialogue social ”, “ la France qui se rassemble fière de ses valeurs partagées ”, “ la France réconciliée, apaisée, en marche ”.

#### d) La remontée des luttes :

Les années 1993-1995 marquent une inflexion inverse. Moins ouvrier, moins centré sur la seule question salariale, ce mouvement social porte plus volontiers les questions réputées

sociétales qui accompagnent la réorganisation libérale (combat des “ sans ”, le Pacs, les demandes féministes, l’action des précaires, ...). Ouvertement installé dans l’espace public, affirmant volontiers sa critique globale des gestions dominantes, fortement porté vers le discours général de société, il n’en est pas moins méfiant à l’égard du système politique dans son ensemble.

Cette dimension composite des luttes actuelles, telle qu’elle se donne à voir à l’échelle mondiale et de façon plus ou moins accentuée au niveau national, nourrit le constat d’une disparition d’un acteur central et suggère l’établissement d’une équivalence entre toutes les formes de protestation collective, sans jamais chercher à penser l’articulation entre ces domaines bornés. Chaque mouvement collectif interpelle d’une façon ou d’une autre le pouvoir politique, se dote d’un “ répertoire d’action ” spécifique déterminé par son positionnement relatif face à l’Etat et contribue ou non à modifier les règles sociales dans son domaine. La tentation est alors grande de théoriser la parcellisation des luttes sociales et de conclure à un déplacement décisif des visées poursuivies par celles-ci ; l’horizon révolutionnaire, c’est-à-dire la transformation d’ensemble des rapports sociaux, serait frappé d’obsolescence et aurait cédé la place à un “ radicalisme auto limité ”.

Toutefois jusqu’aux années 90, même si chaque mouvement privilégie un combat spécifique, tous s’efforcent encore de “ travailler sur la place de l’oppression de classe par rapport à d’autres formes d’oppression comme la domination des hommes, l’oppression raciale, sexuelle ou tout autre type d’oppression. Le militantisme politique populaire se construit sur la transgression de ce qui apparaît à un moment donné comme la normalité, sur le respect des différences, sur la recherche en actes de pratiques démocratiques plus abouties.

Les mouvements des “ sans ” en développant une rhétorique de la r appropriation au nom du droit fondamental à une existence digne, ils parviennent toutefois à sortir partiellement de leur rapport de subordination à l’Etat. Ces mouvements puisent dans le registre du droit, un droit normatif entendu comme supérieur à la légalité en vigueur, une source de légitimation.

3 idées importantes : l’idée d’une substitution de nouveaux acteurs protestataires aux dépend d’un mouvement ouvrier affaibli et engoncé dans son institutionnalisation ; la parcellisation de la contestation en raison de la disparition d’un antagonisme structurant ou perçu comme tel ; la limitation des objectifs revendicatifs à l’obtention ou à la consolidation de droits, vecteurs cependant d’une démocratisation potentielle des sociétés libérales.

Lorsque de jeunes salariés entament de longues grèves dans les enseignes McDonald’s, ils mènent non seulement des luttes ciblées contre une multinationale, mais ils dénoncent aussi le rêve doré de la réussite dorée de la réussite individuelle (devenir manager) qui se transforme vite, via une organisation du travail taylorienne et la précarité que donnent des CDD de quelques heures, en un encadrement forcé.

ATTAC surgit après les grandes grèves de 1995, dans un contexte où les dégâts engendrés par la concurrence effrénée et la recherche maximale du profit commencent à apparaître au travers des scandales alimentaires et écologiques. L’idéologie libérale présente de premières failles, brèches dans lesquelles se glissent de nouvelles formes de mobilisation.

Si le monde du travail est actuellement affaibli par l’offensive libérale, cela ne signifie pas qu’il soit inéluctablement condamné par l’histoire en tant qu’acteur social. Le syndicalisme a cédé du terrain, miné par les conséquences de la crise économique et par son incapacité à y faire face.

Le mouvement enseignant qui s’est retrouvé fer de lance de la contestation sociale en France au printemps 2003 laisse augurer d’un possible dépassement de la segmentation des luttes.

L'articulation entre une lutte sectorielle et des préoccupations plus générales sur le type de société souhaitée crée, sans nul doute, de nouvelles potentialités, dans un contexte certes difficile de repli sur l'entreprise et d'isolement croissant de la combativité ouvrière dans le secteur industriel.

Car à chaque défaite une chose avance : la conscience. Que leurs intérêts ne sont pas les nôtres. Qu'ils garderont tout si nous ne prenons rien. Qu'ils savent toujours habiller de jolis mots et de bonnes raisons l'injustice, la famine, le malheur des autres. Que même leurs fusils, leurs canons, ils les tournent contre les désarmés avec de beaux discours sur l'Ordre, l'Honneur, la Légalité, etc. C'est aujourd'hui la responsabilité du NPA de contribuer à faire ré émerger une conscience de classe pour que les travailleurs puissent enfin devenir l'acteur conscient de son rôle dans la transformation révolutionnaire de la société et donc de participer pleinement à faire l'Histoire.